

MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DES PRIVATISATIONS

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 27 /MAEP/MEFP

fixant les montants et les modalités de recouvrement des droits d'instruction des dossiers de demandes d'autorisation, d'agrément et d'homologation de produits phytopharmaceutiques.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
ET
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES
PRIVATISATIONS,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi n° 96-007/PR du 03 juillet 1996 relative à la protection des végétaux ;
Vu le décret n° 86-109/PR du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du Ministère de l'Economie et des Finances ;
Vu le décret n° 97-108/PR du 23 juillet 1997 portant attributions et organisation du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
Vu le décret n° 98-099/PR du 30 septembre 1999 portant application de la loi n° 96-007/PR du 03 juillet 1996 susvisée ;
Vu le décret n° 2003-229/PR du 29 juillet 2003 portant composition du Gouvernement, modifié par le décret n° 2003-233/PR du 04 août 2003 ;
Vu l'arrêté n° 04/MAEP/SG/DA du 20 janvier 2000 relatif à la composition du dossier de demande d'autorisation d'expérimentation, d'autorisation provisoire de vente et d'agrément de produits phytopharmaceutiques ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

Le présent arrêté a pour objet de fixer les montants et les modalités de recouvrement des droits d'instruction des dossiers de demandes relatives à :

- l'autorisation provisoire de vente de produits phytopharmaceutiques ;
- l'autorisation d'expérimentation de produits phytopharmaceutiques ;
- l'autorisation pour la fabrication de produits phytopharmaceutiques ;

- l'agrément professionnel pour importateur, conditionneur et distributeurs de produits phytopharmaceutiques ;
- l'agrément professionnel pour fabricant de produits phytopharmaceutiques ;
- l'agrément professionnel pour applicateur de produits phytosanitaires autres que les fumigants ;
- l'agrément professionnel pour la fumigation (traitement spécial) ;
- l'agrément professionnel pour expérimentateur de produits phytopharmaceutiques ;
- l'homologation de produits phytopharmaceutiques comportant une nouvelle molécule ou une nouvelle formulation ;
- la modification de support ou d'adjuvant, le transfert de détenteur ou d'extension d'utilisation concernant un produit phytopharmaceutique déjà autorisé à la vente.

Article 2 :

Aux termes du présent arrêté, et sans préjudice des dispositions en vigueur dans le domaine de la protection phytosanitaire au Togo, les taux de droits ci-après sont payables par les personnes physiques ou morales demandeurs d'autorisations, d'agréments et d'homologation :

- autorisation provisoire de vente de produits phytopharmaceutiques : Cent cinquante mille (150.000) francs CFA ;
- autorisation d'expérimentation de produits phytopharmaceutiques : Cinquante mille (50.000) francs CFA ;
- autorisation pour la fabrication de produits phytopharmaceutiques : Deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA ;
- agrément professionnel pour importateur, conditionneur et distributeur de produits phytopharmaceutiques : Quatre cent cinquante mille (450.000) francs CFA ;
- agrément professionnel pour fabricant de produits phytopharmaceutiques : Deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA ;
- agrément professionnel pour applicateur de produits phytopharmaceutiques autres que les fumigants : Cent mille (100.000) francs CFA ;
- agrément professionnel pour la fumigation : Quatre cent cinquante mille (450.000) francs CFA ;
- agrément professionnel pour expérimentateur de produits phytopharmaceutiques : Cinq cent mille (500.000) francs CFA ;
- homologation de produits phytopharmaceutiques comportant une nouvelle molécule ou une nouvelle formulation : Cent cinquante mille (150.000) francs CFA ;
- modification de support d'adjuvant, de transfert de détenteur ou d'extension d'utilisation concernant un produit phytopharmaceutique déjà autorisé à la vente : Vingt cinq mille (25.000) francs CFA.

Article 3 :

Les droits ci-dessus fixés sont perçus lors du dépôt des dossiers de demande d'autorisation d'agrément et d'homologation à la division chargée du contrôle phytosanitaire qui assure le secrétariat permanent du comité des produits phytopharmaceutiques.

Article 4 :

Les droits perçus sont constatés par une quittance issue d'un journal à souche des recettes délivrée par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Article 5 :

Les sommes recouvrées au titre de ces droits sont entièrement versées au Trésor Public dans les formes et conditions prévues par le règlement général sur la comptabilité publique .

Article 6 :

Les sommes versées seront affectées comme ci-dessous :

- quatre vingt pour cent (80%) au profit du budget général ;
- vingt pour cent (20%) dans un compte de dépôt ouvert dans les livres du Trésor public en faveur du comité des produits phytopharmaceutiques.

Article 7 :

Le président du comité des produits phytopharmaceutiques et le comptable de la direction de l'agriculture sont chargés des opérations sur le compte de dépôt ouvert au Trésor public au profit dudit comité .

Article 8 :

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique et le Directeur de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 16 SEP. 2004

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DES PRIVATISATIONS**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**

Signature

Débaba BALE

BAMNANTE Komikpime

AMPLIATIONS :

CAB/PM	1
CAB/MAEP	2
CAB/MEFP	2
Tous Ministères	27
DG/PE	1
Dtation Finances	1
Dtation Trésor	1
Dtation Budget	1
C F	1
SG/MAEP	1
ITRA	1
ICAT	1
Chamb. Com. et Ind.	1
Dtations Centrales MAEP	6
Tous projets MAEP	5
BN. Chamb. Agricult.	1
DRAEP	5
JORT	1

**POUR AMPLIATION
L'ATTACHE DE CABINET**

Signature

KONLANI K. Dindioque